# Olivier Reverdin, « Une interprétation erronée de la neutralité », *Journal de Genève* (22 novembre 1952)

[fr] Réagissant au projet d’installer à Genève le Laboratoire européen de physique nucléaire, Olivier Reverdin réfute l’idée que la neutralité suisse interdirait toute collaboration avec les seuls pays occidentaux. Selon lui, la neutralité consiste à ne pas s’engager dans un conflit armé et à ne rien faire dirigé contre un État, mais elle n’empêche pas de participer à des entreprises pacifiques. Refuser la coopération scientifique avec l’Ouest sous prétexte que l’URSS se tient à l’écart reviendrait à isoler la Suisse et à paralyser sa politique étrangère. Le projet de laboratoire, à caractère purement scientifique et transparent, est au contraire compatible avec la neutralité et ouvert à tous les pays.

[de] Als Reaktion auf das Projekt, in Genf ein europäisches Kernphysiklabor einzurichten, weist Olivier Reverdin die Auffassung zurück, die Schweizer Neutralität verbiete jede Zusammenarbeit ausschließlich mit westlichen Ländern. Neutralität bedeute, sich nicht in einen bewaffneten Konflikt hineinziehen zu lassen und nichts gegen einen Staat zu unternehmen, hindere aber nicht an der Teilnahme an friedlichen Unternehmungen. Eine wissenschaftliche Zusammenarbeit mit dem Westen abzulehnen, nur weil sich die UdSSR heraushält, würde die Schweiz isolieren und ihre Außenpolitik lähmen. Das Laborprojekt, das rein wissenschaftlich und transparent ist, sei vielmehr mit der Neutralität vereinbar und für alle Länder offen.

[it] In reazione al progetto di istituire a Ginevra un laboratorio europeo di fisica nucleare, Olivier Reverdin respinge l’idea che la neutralità svizzera vieti ogni collaborazione esclusivamente con i paesi occidentali. La neutralità significa non impegnarsi in un conflitto armato e non agire contro alcuno Stato, ma non impedisce la partecipazione a imprese pacifiche. Rifiutare la cooperazione scientifica con l’Occidente con il pretesto che l’URSS si tenga fuori equivarrebbe a isolare la Svizzera e a paralizzarne la politica estera. Il progetto del laboratorio, di carattere puramente scientifico e trasparente, è invece compatibile con la neutralità ed è aperto a tutti i paesi.

[en] Responding to the project of establishing a European nuclear physics laboratory in Geneva, Olivier Reverdin rejects the claim that Swiss neutrality forbids collaboration exclusively with Western countries. Neutrality, he argues, means avoiding entanglement in armed conflict and doing nothing directed against another state, but it does not preclude participation in peaceful undertakings. To refuse scientific cooperation with the West on the grounds that the USSR abstains would isolate Switzerland and paralyze its foreign policy. The laboratory project, being purely scientific and transparent, is fully compatible with neutrality and open to all nations.

Au cours des récentes discussions provoquées par le projet d’installer à Genève le Laboratoire européen de physique nucléaire, un argument a été avancé qu’il convient d’examiner de près.

La neutralité, ont dit bien des gens, doit nous détourner des entreprises auxquelles ne collaborent que les pays occidentaux. Nous ne saurions en effet nous y associer sans prendre en quelque sorte parti pour un groupe de puissances, contre un autre.

Cet argument est à mon avis spécieux. Voici pourquoi.

La neutralité nous oblige à ne souscrire aucun engagement qui risque de nous entraîner dans un conflit armé contre une puissance qui ne nous aurait pas attaqués. La neutralité nous oblige en outre à observer dans notre politique extérieure une grande réserve, et à ne rien faire qui soit dirigé contre qui que ce soit.

En revanche, pour autant qu’il s’agisse d’entreprises pacifiques, nous devons nous sentir absolument libres de collaborer avec qui bon nous semble. Actuellement, à de rares exceptions près, il n’y a de collaboration possible qu’avec les pays de l’Ouest et avec ceux qui, en Asie ou ailleurs, cherchent comme nous à rester en dehors du conflit qui divise le monde.

L’Union soviétique, en effet, se refuse systématiquement à toute collaboration pacifique. En dehors des Nations Unies, arène politique où elle tient à marquer sa présence, et de quelques rares organisations techniques, elle s’abstient volontairement de prendre part à la vie internationale. D’échanges culturels avec elle, il ne saurait être question : elle ne connaît que la propagande à sens unique. Ses frontières sont fermées. Son territoire est inaccessible. Vingt expériences décevantes ont montré que même l’échange de publications scientifiques avec elle est impossible. Servilement, les pays communistes observent une politique identique.

Si la Suisse se faisait une règle de ne s’associer qu’aux entreprises de collaboration internationale auxquelles l’URSS, ses alliés et ses satellites participent aussi, elle s’isolerait complètement. Or elle n’en a pas le droit. Ses devoirs envers elle-même et envers les autres pays exigent au contraire qu’elle recherche la collaboration partout où le lui permet sa neutralité.

Les communistes nous disent : « En collaborant avec les pays de l’Europe occidentale, à l’OECE, à l’UEP et ailleurs, vous trahissez les devoirs de la neutralité. » Devons-nous nous laisser impressionner, et même paralyser par ces reproches ? En aucun cas. Pour peu que nous ayons bonne conscience, nous n’avons pas à nous émouvoir de critiques malveillantes, dont nous ne connaissons que trop le but. Nous serions aussi sots et aussi coupables de ne pas entreprendre quelque chose, de crainte de déplaire aux Russes, que de l’entreprendre dans le seul dessein de plaire aux puissances « atlantiques ».

Il n’y a pour nous qu’une maxime valable : celle que nous dictent nos devoirs envers nous-mêmes et envers les pays dont nous partageons le destin. Les efforts qui tendent à améliorer le niveau de vie des populations européennes en stimulant les échanges économiques, en facilitant la circulation des idées, des personnes, des biens et des moyens de paiement, méritent notre plein appui. Ils ne sont dirigés contre personne. Il en va de même pour la collaboration scientifique, dont le Laboratoire de physique nucléaire doit être un des instruments. Le conseiller fédéral Max Petitpierre a déclaré expressément mercredi devant la Commission des affaires étrangères du Conseil national que les recherches qui y seront faites ont un caractère purement scientifique, et n’ont rien à voir avec la production ni avec l’utilisation de l’énergie atomique. Il s’agit donc manifestement d’une entreprise pacifique, qui, elle non plus, n’est dirigée contre personne. La publicité des découvertes nous en donne une garantie supplémentaire.

Il est certes déplorable qu’en ce domaine, comme en d’autres, la collaboration doive aujourd’hui se limiter aux pays européens qui échappent à la tutelle de Moscou. Demain, espérons-le, ce ne sera plus le cas. La porte reste ouverte aux pays de l’Est.

Tirer argument de cette malheureuse situation pour demander que la Suisse se tienne à l’écart, et se retire dans quelque tour d’ivoire, c’est interpréter abusivement les devoirs de la neutralité ; c’est introduire dans notre politique étrangère un principe qui la paralyserait.